

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Robert Binette, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 30 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	2
État de la situation financière	3
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	4
État des flux de trésorerie	5
Notes complémentaires aux états financiers	6
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Chelsea,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Chelsea, (la «Municipalité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes afférentes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Chelsea au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13 et S14, S23-1, S23-2, S-23-3 et S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des faits saillants contenus dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Nous avons obtenu les faits saillants avant la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à déclarer à cet effet.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de l'audit.

[Original signé par]

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

1 CPA, permis de comptabilité publique no A120164

Gatineau, 3 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	19 939 328	20 194 550	18 742 532
Compensations tenant lieu de taxes	2	852 922	807 886	852 704
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 547 859	2 215 896	2 837 402
Services rendus	5	1 600 875	1 820 427	1 974 480
Imposition de droits	6	1 646 646	2 113 386	2 013 699
Amendes et pénalités	7	258 540	71 900	66 961
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	350 533	424 459	236 335
Autres revenus	10	295 658	95 446	373 163
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(583)	
Effet net des opérations de restructuration	12			150 433
	13	26 492 361	27 743 367	27 247 709
Charges				
Administration générale	14	3 593 881	3 812 115	3 703 857
Sécurité publique	15	4 171 595	5 942 289	4 459 881
Transport	16	7 144 636	7 056 315	8 542 582
Hygiène du milieu	17	4 783 054	4 473 350	4 359 914
Santé et bien-être	18	43 000	14 613	13 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 356 438	965 604	932 078
Loisirs et culture	20	3 149 757	4 165 678	4 370 540
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 643 153	1 687 886	1 343 854
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	25 885 514	28 117 850	27 725 706
Excédent (déficit) lié aux activités	25	606 847	(374 483)	(477 997)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		32 806 092	33 284 089
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		32 806 092	33 284 089
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		32 431 609	32 806 092

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 159 450	3 528 697
Débiteurs (note 5)	2	7 407 625	10 369 930
Prêts (note 6)	3		16 815
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	10 567 075	13 915 442
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		249 480
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 226 398	9 388 558
Revenus reportés (note 11)	12	923 334	1 063 393
Dette à long terme (note 12)	13	57 669 634	51 480 698
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	63 819 366	62 182 129
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(53 252 291)	(48 266 687)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	84 930 023	80 640 823
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 010	2 726
Stocks de fournitures	20	330 221	244 076
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	419 646	185 154
	23	85 683 900	81 072 779
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	32 431 609	32 806 092
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	32 431 609	32 806 092
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	32 431 609	32 806 092
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	606 847	(374 483)	(477 997)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	9 419 904)	14 010 162)
Produit de cession	3	10 000		35 500
Amortissement	4	2 683 858	5 036 085	4 318 818
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)		(32 226)
Réduction de valeur / Reclassement	6		94 619	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	2 683 858	(4 289 200)	(9 688 070)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 284)	(2 726)
Variation des stocks de fournitures	10		(86 145)	(2 687)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(234 492)	250 459
	13		(321 921)	245 046
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 290 705	(4 985 604)	(9 921 021)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(48 266 687)	(38 345 666)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(48 266 687)	(38 345 666)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(53 252 291)	(48 266 687)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(374 483)	(477 997)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 036 085	4 318 818
Autres			
▪	3.1	94 619	(32 226)
	4	4 756 221	3 808 595
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	2 962 305	(1 560 439)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(4 162 160)	2 185 009
Revenus reportés	8	(140 059)	91 686
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(1 284)	(2 726)
Stocks de fournitures	11	(86 145)	(2 687)
Autres actifs non financiers	12	(234 492)	250 459
	13	3 094 386	4 769 897
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(9 419 904)	(14 010 162)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		35 500
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(9 419 904)	(13 974 662)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20	16 815	62 352
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	16 815	62 352
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	12 387 000	7 496 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(6 155 900)	(6 008 691)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(249 480)	249 480
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(42 164)	31 762
Autres			
▪	28.1		
	29	5 939 456	1 768 551
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(369 247)	(7 373 862)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 528 697	10 902 559
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	3 528 697	10 902 559
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 159 450	3 528 697

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Chelsea est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2, S23-3 et S23-4.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité a conclu une entente de partenariat avec la Régie intermunicipale de transport des Collines qui sait terminé au 31 décembre 2023.

a) Périmètre comptable

La Municipalité ne contrôle aucune entité ou organisme.

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, qui inclut tous les montants liés à l'acquisition, à la construction, au développement ou à l'amélioration d'un actif. Le coût, moins la valeur résiduelle de l'immobilisation corporelle, est amorti selon la méthode linéaire avec les durées de vie estimatives suivantes :

Nb. d'année

Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

L'amortissement débute dans le mois où l'actif est mis en service et se termine dans le mois de la disposition. Les constructions en cours ne sont pas amorties tant que les immobilisations corporelles ne sont pas prêtes à être utilisées pour offrir des services.

Dons d'immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles reçues à titre de dons sont inscrites à l'état de la situation financière à la juste valeur à la date du don et le même montant est inscrit comme dons dans les revenus. Les dons d'immobilisations corporelles à d'autres organismes sont inscrits comme charges au montant de la valeur comptable nette à la date du transfert.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts des gouvernements sont constatés en tant que revenus dans l'exercice au cours duquel les transferts sont approuvés et que les critères d'admissibilité sont respectés. Les transferts des gouvernements sont reportés lorsqu'ils sont grevés d'une stipulation qui exige des actions précises afin de conserver les transferts. Pour de tels transferts, les revenus sont constatés lorsque les stipulations ont été respectées.

Revenus reportés

Les fonds reçus à des fins spécifiques sont comptabilisés comme revenus reportés, jusqu'à ce que la Municipalité se conforme à l'obligation pour laquelle elle a reçu les fonds. Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite des employés réguliers offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP: pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme

I) Instruments financiers

La Municipalité comptabilise ses instruments financiers lorsqu'elle devient partie à leurs dispositions contractuelles de l'instrument financier. Tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur.

Au moment de la comptabilisation initiale, la Municipalité peut faire le choix irrévocable d'évaluer ultérieurement tout instrument financier à la juste valeur. La Municipalité n'a pas fait ce choix au cours de l'exercice.

La Municipalité évalue par la suite les placements en instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif ainsi que tous les instruments dérivés à la juste valeur, à l'exception des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif d'une autre entité et qui doivent être réglés par la livraison de ces instruments. La juste valeur est établie selon les cours publiés. Les transactions d'achat ou de vente de ces articles sont enregistrées à la date de transaction. Les gains et pertes nets résultant des variations de juste valeur sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation. La Municipalité n'a pas présenté d'état des gains et pertes de réévaluation, car elle ne dispose d'aucun élément donnant lieu à des gains et pertes de réévaluation. Les placements dans des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif et les instruments dérivés qui sont liés à des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif d'une autre entité et qui doivent être réglés par la livraison de ces instruments sont évalués ultérieurement au coût, diminué de toute perte de valeur. À l'exception des instruments désignés à la juste valeur, tous les autres actifs et passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'acquisition, à l'émission ou à la prise en charge d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont immédiatement comptabilisés en charges. Autrement, les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués ultérieurement au coût ou au coût après amortissement.

Tous les actifs financiers, à l'exception des instruments dérivés, sont soumis chaque année à un test de dépréciation. Toute dépréciation, qui n'est pas considérée comme temporaire, est enregistrée dans l'état des résultats. Les dépréciations d'actifs financiers évalués au coût et/ou au coût après amortissement pour refléter les pertes de valeur ne sont pas reprises pour les plus-values ultérieures. Les reprises de toute réévaluation nette des actifs financiers évalués à la juste valeur sont présentées dans l'état des gains et pertes de réévaluation.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP 3400 – Revenus

Avec prise d'effet le 1er janvier 2024, la Municipalité a adopté la nouvelle norme du chapitre SP 3400, « Revenus », qui établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les revenus. Plus précisément, il fait la distinction entre les revenus provenant d'opérations qui comprennent des obligations de prestation et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation. La nouvelle norme est appliquée de manière prospective et les périodes antérieures n'ont pas été retraitées. L'application prospective de cette nouvelle norme comptable n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 075 490	3 456 869
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	83 960	158 352
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	3 159 450	3 615 221
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	86 524)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	3 159 450	3 528 697
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Épargne à terme, 3.23 % (deux épargnes à terme entre 4.95 % et 5.07 % en 2023), arrive à échéance en janvier 2025 (octobre 2024 en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 802 426	1 074 888
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 721 446	4 675 625
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	524 723	3 560 180
Organismes municipaux	13	172 309	193 287
Autres			
▪ Droit de mutation	14.1	1 046 763	629 827
▪ Jugements et autres	14.2	139 958	236 123
	15	7 407 625	10 369 930
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 871 526	2 505 854
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 871 526	2 505 854
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 342 212	974 101
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 617 465	1 697 940
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	188 623	918 777
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	573 146	1 084 807
	27	3 721 446	4 675 625

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		16 815
	31		16 815
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000 \$ (13 590 000 \$ en 2023) au taux préférentiel mois de 0,25 % (taux préférentiel mois de 0,25 % en 2023) dont la totalité était inutilisée en fin d'exercice (inutilisée en fin d'exercice 2023)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 722 067	2 688 599
Salaires et avantages sociaux	44	1 100 751	1 210 298
Dépôts et retenues de garantie	45	1 932 848	2 550 844
Provision pour contestations d'évaluation	46		2 479 542
Autres			
▪ Intérêt courus à payer	47.1	434 884	351 867
▪ Avance TACC (RITC)	47.2		
▪ Organismes municipaux	47.3	35 221	89 221
▪ Autres	47.4	627	18 187
	48	5 226 398	9 388 558

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	205 167	169 448
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	92 613	92 613
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Dons cimetières	62.1	222 102	244 249
▪ Cases de stationnement	62.2	43 200	43 200
▪ Transferts	62.3	360 252	465 680
▪ RITC	62.4		48 203
	63	923 334	1 063 393

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,85	5,35	2029	2054	64	58 119 600	51 888 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	58 119 600	51 888 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(449 966)	(407 802)
					72	57 669 634	51 480 698

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	3 916 000			3 916 000
2026	74	3 788 900			3 788 900
2027	75	3 651 300			3 651 300
2028	76	3 434 700			3 434 700
2029	77	2 932 200			2 932 200
2030 et plus	78	40 396 500			40 396 500
	79	58 119 600			58 119 600
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	58 119 600			58 119 600

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	294 536
Régimes de retraite des élus municipaux	89	27 704
	90	322 240
		250 167
		29 483
		279 650

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	11 013 436			11 013 436
Eaux usées	102	15 962 613	899 940	875 965	15 986 588
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	47 003 032	1 480 313	(172 577)	48 655 922
Autres					
▪ Sentier communautaire	104.1	7 295 759	576 336	(481 907)	8 354 002
▪ Stabilisation ruisseau	104.2	3 624 311			3 624 311
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	16 306 719	38 058	38 058	16 306 719
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 806 799	907 867	349	8 714 317
Ameublement et équipement de bureau	109	1 085 538	42 527		1 128 065
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 690 827	508 793	126 394	3 073 226
Terrains	111	3 837 032	4 935 667	2 724 857	6 047 842
Autres	112	165 472		165 472	
	113	116 791 538	9 389 501	3 276 611	122 904 428
Immobilisations en cours	114	1 518 642	30 403	(3 111 139)	4 660 184
	115	118 310 180	9 419 904	165 472	127 564 612
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 966 516	286 241		2 252 757
Eaux usées	117	3 722 496	402 769		4 125 265
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	17 057 490	2 217 960		19 275 450
Autres					
▪	119.1	3 041 028	654 895		3 695 923
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	6 273 745	471 828		6 745 573
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 004 386	642 808		3 647 194
Ameublement et équipement de bureau	124	886 245	62 710		948 955
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 646 598	296 874		1 943 472
Autres	126	70 853		70 853	
	127	37 669 357	5 036 085	70 853	42 634 589
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	80 640 823			84 930 023
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	4 010	2 726
	135	4 010	2 726
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	4 010	2 726

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪	143.1	419 646	184 838
Autres			
▪	144.1		316
	145	419 646	185 154

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité a signé une entente de déneigement en 2024, laquelle vient à échéance en 2026. Les déboursés totaux prévus pour les deux prochains exercices sont estimés à 200 000 \$.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ Fondation Chelsea	146.1	200 000	
	147	200 000	
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150	200 000	

L'organisme « Fondation Chelsea » (ci-après « La Fondation ») effectue la gestion du Centre Meredith pour le compte de la Municipalité. La Fondation bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 200 000 \$ qui est cautionné par la Municipalité de Chelsea. Au 31 décembre 2024, la marge de crédit était inutilisé par la Fondation.

B) Auto-assurance

S/O.

C) Poursuites

Des poursuites ont été initiées contre la Municipalité par des tiers. Il est impossible à ce moment de déterminer le montant s'il y a lieu des jugements qui pourrait être accordé contre la Municipalité. Tout montant accordé au-dessus de la couverture d'assurance sera imputé aux charges de l'année en cours. Aucune provision n'a été enregistrée.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état des résultats par organismes et l'Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales comportent une comparaison avec des données budgétaires. Le budget constitue le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers

La Municipalité dans le cadre de ses opérations porte un certain nombre d'instruments financiers. La direction est d'avis que la Municipalité n'est pas exposée à des risques importants en matière d'intérêt, de change ou de crédit découlant de ces instruments financiers, sauf indication contraire.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la valeur d'un instrument financier subisse une incidence défavorable en raison d'une variation des taux d'intérêt. La variation des taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les flux de trésorerie liés à certains actifs financiers et passifs financiers, soit le risque lié aux flux de trésorerie, et sur la juste valeur d'autres actifs financiers ou passifs financiers, soit le risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de prix découlant des variations des taux d'intérêt en raison de ses emprunts, qui porte intérêt à taux fixes. Les instruments à taux d'intérêt fixes assujettissent la Municipalité à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché.

Risque de liquidité

L'objectif de la Municipalité est de disposer de liquidité suffisante pour être en mesure de remplir ses obligations financières à leur échéance. La Municipalité surveille le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses engagements. Au 31 décembre 2024, les principaux passifs financiers étaient les créiteurs et charges à payer et les emprunts.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 939 328	20 194 550			20 194 550	18 742 532
Compensations tenant lieu de taxes	2	852 922	807 886			807 886	852 704
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 040 850	1 091 066			1 091 066	1 588 595
Services rendus	5	1 600 875	1 820 427			1 820 427	1 974 480
Imposition de droits	6	1 646 646	2 113 386			2 113 386	2 013 699
Amendes et pénalités	7	258 540	71 900			71 900	66 961
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	350 533	424 459			424 459	236 335
Autres revenus	10	295 658	81 020			81 020	373 163
Effet net des opérations de restructuration	11						150 433
	12	25 985 352	26 604 694			26 604 694	25 998 902
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	507 009	1 124 830			1 124 830	1 248 807
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		14 426			14 426	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19		(583)			(583)	
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	507 009	1 138 673			1 138 673	1 248 807
	22	26 492 361	27 743 367			27 743 367	27 247 709
Charges							
Administration générale	23	3 500 466	3 686 714	125 401		3 812 115	3 703 857
Sécurité publique	24	4 013 597	5 530 975	411 314		5 942 289	4 459 881
Transport	25	5 703 404	4 102 705	2 953 610		7 056 315	8 542 582
Hygiène du milieu	26	4 164 405	3 771 875	701 475		4 473 350	4 359 914
Santé et bien-être	27	43 000	14 613			14 613	13 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 320 861	965 604			965 604	932 078
Loisirs et culture	29	2 809 770	3 321 393	844 285		4 165 678	4 370 540
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 646 153	1 687 886			1 687 886	1 343 854
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 683 858	5 036 085	(5 036 085)			
	34	25 885 514	28 117 850			28 117 850	27 725 706
Excédent (déficit) lié aux activités	35	606 847	(374 483)			(374 483)	(477 997)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	606 847	(374 483)	(477 997)
Moins : revenus d'investissement	2 (	507 009)	(1 138 673)	(1 248 807)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	99 838	(1 513 156)	(1 726 804)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	2 683 858	5 036 085	4 318 818
Produit de cession	5	10 000		35 500
(Gain) perte sur cession	6	(10 000)		(32 226)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 683 858	5 036 085	4 322 092
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		16 815	62 352
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		16 815	62 352
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	125 000	191 744	100 942
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 321 590)	(3 297 520)	(3 077 054)
	18	(3 196 590)	(3 105 776)	(2 976 112)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(8 968)	(175 770)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		107 317	45 353
Excédent de fonctionnement affecté	21	541 615	327 772	939 683
Réserves financières et fonds réservés	22	(142 421)	(142 421)	(159 644)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	13 700	(45 560)	27 193
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	412 894	238 140	676 815
	26	(99 838)	2 185 264	2 085 147
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		672 108	358 343

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 138 673	1 248 807
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(4 954 076)	(739 342)
Sécurité publique	3	(356 326)	(1 200 764)
Transport	4	(3 069 528)	(11 702 517)
Hygiène du milieu	5	(985 778)	(367 261)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(54 196)	(278)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(9 419 904)	(14 010 162)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 806 816	4 909 548
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	8 968	175 770
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		73 678
Excédent de fonctionnement affecté	17	129 991	1 069 719
Réserves financières et fonds réservés	18	173 028	170 037
	19	311 987	1 489 204
	20	(301 101)	(7 611 410)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	837 572	(6 362 603)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 676 044	6 690 702	6 331 159
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 410 269	1 276 450	1 188 200
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	8 621 243	8 601 369	9 775 586
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 567 223	1 623 832	1 287 418
D'autres organismes municipaux	10			258
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	71 729	45 515	47 958
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	7 200	18 539	8 220
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	4 453 424	4 448 492	4 064 988
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	394 524	376 866	703 101
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	2 683 858	5 036 085	4 318 818
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	25 885 514	28 117 850	27 725 706

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 425 090	1 879 922
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 182 189	1 280 222
Réserves financières et fonds réservés	3	765 945	309 138
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(1 942 202)	(2 351 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	30 000 587	31 688 083
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 431 609	32 806 092
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 425 090	1 879 922
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 425 090	1 879 922
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Exercice suivant	12.1	583 348	943 522
▪ Fonds vert municipal	12.2	25 520	44 939
▪ Patrick Whright Vallée	12.3	1 993	3 985
▪ Centre Village	12.4	504 091	260 450
▪ Mill	12.5	22 772	27 326
▪ Réseau Farm Point	12.6	44 465	
	13	1 182 189	1 280 222
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 182 189	1 280 222

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	765 945
Organismes contrôlés et partenariats	22	306 399
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	2 739
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	765 945
	32	309 138
	765 945	309 138

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	428 381)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	428 381)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	428 381
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	382 821
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	428 381
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (1 942 202)(	2 351 273)
	66 (1 942 202)	(2 351 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 84 930 023	80 640 823
Propriétés destinées à la revente	68 4 010	2 726
Prêts	69	16 815
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 84 934 033	80 660 364
Ajustements aux éléments d'actif	73 27 544	27 544
	74 84 961 577	80 687 908
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (57 669 634)(	51 480 698)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (449 966)(	407 802)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 2 730 229	2 505 854
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 428 381	382 821
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (54 960 990)(	48 999 825)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (54 960 990)(	48 999 825)
	83 30 000 587	31 688 083

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

Les employés cotisent entre 5,5 % et 12,5 % de leur salaire à un régime de retraite simplifié, et la municipalité cotise un montant équivalent de 5,5 % de leur salaire au régime de retraite simplifié des employés.

Les employés cadres cotisent jusqu'à un maximum de 11 % de leur salaire, et la municipalité cotise un montant équivalent à ce pourcentage jusqu'à un maximum de 7 %.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	294 536	250 167
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	294 536	250 167

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	8 221	8 749
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	27 704	29 483
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	27 704	29 483

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	13 071 163	12 276 360
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 911 976	3 380 368
Activités de fonctionnement	3	34 210	32 711
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	9 610	9 610
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	17 026 959	15 699 049
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	635 431	547 154
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14	703 628	658 649
Matières résiduelles	15		
Autres			
▪	16.1	792 995	776 355
Centres d'urgence 9-1-1	17	48 706	56 349
Service de la dette	18	986 831	1 004 976
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	3 167 591	3 043 483
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	3 167 591	3 043 483
	27	20 194 550	18 742 532

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	14 897	14 535
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	74 838	73 995
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	89 735	88 530
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	686 506	734 202
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	19 020	17 984
Taxes d'affaires	38		
	39	705 526	752 186
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41	12 625	11 988
	42	12 625	11 988
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	807 886	852 704

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	49	
Autres	50	
Sécurité civile	51	6 859
Autres	52	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	53	68 898
Enlèvement de la neige	54	
Autres	55	79 231
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	56	787 895
Transport adapté	57	
Transport scolaire	58	
Autres	59	
Transport aérien	60	
Transport par eau	61	
Autres	62	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	
Réseau de distribution de l'eau potable	64	
Traitement des eaux usées	65	31 718
Réseaux d'égout	66	36 477
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	67	163 783
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	68	308 856
Tri et conditionnement	69	239 045
Autres	70	
Autres	71	
Cours d'eau	72	
Protection de l'environnement	73	22 012
Autres	74	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	1 221
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	33 756
Autres	85	5 950
Réseau d'électricité		
	86	
	87	630 244
		1 463 553

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	600
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu		
Autres	118	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage		
Rénovation urbaine	120	
Promotion et développement économique	121	
Autres	122	
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Activités culturelles	123	
Bibliothèques	124	
Autres	125	
Réseau d'électricité		
	126	
	127	
	128	
	1 124 830	1 248 807

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	460 822	125 042
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	460 822	125 042
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 215 896	2 837 402

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141	249 036	235 344
Évaluation	142		
Autres	143	8 256	1 355
	144	257 292	236 699
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		250
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		250
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151	16 416	15 352
Enlèvement de la neige	152	2 348	2 279
Autres	153	2 457	2 336
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	21 221	19 967
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	22 379	4 561
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	22 379	4 561

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	
	300 892	261 477

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	13 336	11 944
	188	13 336	11 944
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193	32 946	4 728
	194	32 946	4 728
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		159 360
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		110
Autres	202		
	203		159 470
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	2 879	20 874
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		1 413
Matières recyclables	209	21 033	23 201
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213	160	88 657
	214	24 072	134 145

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225		
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227	1 449 181	1 402 716
	228	1 449 181	1 402 716
Réseau d'électricité			
	229		
	230	1 519 535	1 713 003
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 820 427	1 974 480

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	387 449	200 672
Droits de mutation immobilière	233	1 725 937	1 813 027
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	2 113 386	2 013 699
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	71 900	66 961
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	424 459	236 335
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		32 226
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244	14 426	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	81 020	340 937
	250	95 446	373 163
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		150 433

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	431 232		431 232	442 269
Greffe et application de la loi	2	427 688		427 688	330 761
Gestion financière et administrative	3	1 811 564	118 701	1 930 265	1 824 129
Évaluation	4	464 718		464 718	489 468
Gestion du personnel	5	307 834		307 834	306 455
Autres					
▪ Communications	6.1	237 553	6 700	244 253	310 775
▪ Autres	6.2	6 125		6 125	
	7	3 686 714	125 401	3 812 115	3 703 857
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	2 920 594		2 920 594	2 838 580
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	1 420 644	291 426	1 712 070	1 416 026
Sécurité civile	11	1 154 918	119 888	1 274 806	1 171 040
Autres	12	34 819		34 819	34 235
	13	5 530 975	411 314	5 942 289	4 459 881
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 872 812	2 123 349	3 996 161	4 189 912
Enlèvement de la neige	15	1 814 283	829 938	2 644 221	2 490 186
Éclairage des rues	16	34 253	323	34 576	40 236
Circulation et stationnement	17	63 770		63 770	155 708
Transport collectif					
Transport en commun	18	317 587		317 587	1 666 540
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	4 102 705	2 953 610	7 056 315	8 542 582

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	363 835	168 250	532 085	666 583
Réseau de distribution de l'eau potable	24	160 711	125 354	286 065	253 317
Traitement des eaux usées	25	358 852	261 301	620 153	636 156
Réseaux d'égout	26	202 709	142 802	345 511	389 872
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	470 060		470 060	340 176
Élimination	28	147 400		147 400	89 856
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	313 159		313 159	288 355
Tri et conditionnement	30	37 664		37 664	16 656
Matières organiques					
Collecte et transport	31	342 220		342 220	305 903
Traitement	32	75 328		75 328	47 664
Matériaux secs	33	6 100		6 100	7 728
Autres	34	105 709		105 709	95 926
Plan de gestion					
Autres	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	108 769		108 769	81 882
Protection de l'environnement	38	569 720	3 768	573 488	632 603
Autres	39	509 639		509 639	507 237
	40	3 771 875	701 475	4 473 350	4 359 914
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	14 613		14 613	13 000
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	43				
	44				
	45	14 613		14 613	13 000

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	935 420		935 420	888 113
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47	30 184		30 184	82
Autres biens	48				3 167
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49				40 716
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52				
	53	965 604		965 604	932 078
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	860 557	33 715	894 272	957 160
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 758 464	79 683	1 838 147	1 822 880
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57	158 171	705 931	864 102	904 826
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59	81 832		81 832	127 403
Autres	60	9 112		9 112	11 599
	61	2 868 136	819 329	3 687 465	3 823 868
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	359 339	24 956	384 295	411 773
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65	11 159		11 159	26 444
Autres	66	82 759		82 759	108 455
	67	453 257	24 956	478 213	546 672
	68	3 321 393	844 285	4 165 678	4 370 540

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	1 525 582		1 525 582	1 208 630
Autres frais	71	143 765		143 765	127 004
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	18 539		18 539	8 220
	74	1 687 886		1 687 886	1 343 854
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	5 036 085 (	5 036 085)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		138 567
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	890 391	212 039
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 586 196	9 609 137
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	458 753	946 869
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		16 843
Édifices communautaires et récréatifs	14	38 058	278
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		33 581
Autres	17	907 867	2 455 657
Ameublement et équipement de bureau	18	36 517	33 505
Machinerie, outillage et équipement divers	19	512 945	499 193
Terrains	20	4 936 544	
Autres	21	52 633	64 493
	22	9 419 904	14 010 162

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		138 567
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	890 391	212 039
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	2 044 949	10 556 006
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	6 484 564	3 103 550
	12	9 419 904	14 010 162

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	15 981 059	1 349 617	645 835	16 684 841
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	33 401 587	8 277 655	2 974 712	38 704 530
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	49 382 646	9 627 272	3 620 547	55 389 371
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 505 854	781 440	415 768	2 871 526
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 505 854	781 440	415 768	2 871 526
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			141 297	(141 297)
	15	2 505 854	781 440	557 065	2 730 229
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 505 854	781 440	557 065	2 730 229
	19	51 888 500	10 408 712	4 177 612	58 119 600
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	51 888 500	10 408 712	4 177 612	58 119 600

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	58 119 600
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 942 202
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 871 526
Autres montants	9	(141 297)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	57 331 573
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	57 331 573
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	57 331 573
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	57 331 573
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	407 482	402 624
Autres	3	581 745	472 819
Sécurité publique			
Police	4	2 871 971	2 797 640
Sécurité incendie	5	31 032	28 260
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	67 068	72 120
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	342 395	136 464
Cours d'eau	13	75 404	78 201
Protection de l'environnement	14	25 668	23 400
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	30 547	40 716
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23	15 180	12 744
Réseau d'électricité	24		
	25	4 448 492	4 064 988

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 419 904	14 010 162
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 419 904	14 010 162

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	21,00	35,00	32 724,00	2 596 861	429 738	3 026 599
Professionnels	2						
Cols blancs	3	21,00	35,00	41 405,00	1 089 078	225 868	1 314 946
Cols bleus	4	28,00	40,00	58 240,00	2 160 177	494 336	2 654 513
Policiers	5						
Pompiers	6	6,00	40,00	16 691,00	567 361	74 461	641 822
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	76,00		149 060,00	6 413 477	1 224 403	7 637 880
Élus	9	7,00			277 225	52 047	329 272
	10	83,00			6 690 702	1 276 450	7 967 152

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 215 896				2 215 896
	7	2 215 896				2 215 896

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	4 537	1 000
	4	4 537	1 000
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	8 723	6 655
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	8 723	6 655
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	830 533	563 358
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14	25 269	11 763
Autres	15		
	16	855 802	575 121
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	175 493	139 314
Réseau de distribution de l'eau potable	18	112 201	89 069
Traitement des eaux usées	19	216 866	168 479
Réseaux d'égout	20	128 438	135 332
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	632 998	532 194
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	1 479	1 396
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	1 479	1 396
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	182 648	224 505
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	1 699	2 983
Autres	40		
	41	184 347	227 488
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 687 886	1 343 854

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Guénard	1.1 Maire	65 421	19 422	28 944	
Kimberley Chan	1.2 Maire suppléant	23 737	10 428		
Rita Jain	1.3 Conseiller	19 352	9 199		
Dominic Labrie	1.4 Conseiller	19 997	9 199		
Cybele Wilson	1.5 Conseiller	19 517	9 199		
Christopher Blais	1.6 Conseiller	22 877	9 199		
Enrico Valente	1.7 Conseiller	20 637	9 199		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	750 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ 368 000 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC des Collines-de-l'Outaouais

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ 321 779 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Lotissement (10 052), construction (288 310) Certificat autorisation (23 417), règlement 1219-22 amndé par 1249-23 et par 1284-23

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____ S/O
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____ 2025-05-31

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 _____ 409-19
- b) Date d'adoption de la résolution 86 _____ 2019-11-05

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 _____
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-03

Nom du signataire : Robert Binette

Fonction du signataire : Directeur des finances

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-03 11:06

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	25 985 352	26 604 694	25 998 902
Investissement	2	507 009	1 138 673	1 248 807
	3	26 492 361	27 743 367	27 247 709
Charges				
	4	25 885 514	28 117 850	27 725 706
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	606 847	(374 483)	(477 997)
Moins : revenus d'investissement	6 (	507 009)(	1 138 673)(	1 248 807)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	99 838	(1 513 156)	(1 726 804)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés				
	8	2 683 858	5 036 085	4 318 818
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
	9	125 000	191 744	100 942
Remboursement de la dette à long terme				
	10 (	3 321 590)(	3 297 520)(	3 077 054)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	8 968)(	175 770)
Excédent (déficit) accumulé	12	412 894	247 108	852 585
Autres éléments de conciliation				
	13		16 815	65 626
	14	(99 838)	2 185 264	2 085 147
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		672 108	358 343

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 159 450	3 528 697
Débiteurs	2	7 407 625	10 369 930
Prêts	3		16 815
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	10 567 075	13 915 442
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		249 480
Créditeurs et charges à payer	9	5 226 398	9 388 558
Revenus reportés	10	923 334	1 063 393
Dettes à long terme	11	57 669 634	51 480 698
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	63 819 366	62 182 129
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(53 252 291)	(48 266 687)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	84 930 023	80 640 823
Autres	17	753 877	431 956
	18	85 683 900	81 072 779
Excédent (déficit) accumulé	19	32 431 609	32 806 092

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 425 090	1 879 922
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Exercice suivant	2.1	583 348	943 522
▪ Fonds vert municipal	2.2	25 520	44 939
▪ Patrick Whright Vallée	2.3	1 993	3 985
▪ Centre Village	2.4	504 091	260 450
▪ Mill	2.5	22 772	27 326
▪ Réseau Farm Point	2.6	44 465	
	3	1 182 189	1 280 222
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	765 945	306 399
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		2 739
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(1 942 202)	(2 351 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	30 000 587	31 688 083
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	32 431 609	32 806 092

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	57 331 573
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	57 331 573

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	38 704 530	33 401 587
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	16 684 841	15 981 059
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 871 526	2 505 854
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	(141 297)	
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	58 119 600	51 888 500

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	19 939 328	20 194 550	18 742 532
Compensations tenant lieu de taxes	13	852 922	807 886	852 704
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 040 850	1 091 066	1 588 595
Services rendus	16	1 600 875	1 820 427	1 974 480
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 905 186	2 185 286	2 080 660
Autres	18	646 191	505 479	759 931
	19	25 985 352	26 604 694	25 998 902
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	507 009	1 124 830	1 248 807
Autres	23		13 843	
	24	507 009	1 138 673	1 248 807
	25	26 492 361	27 743 367	27 247 709

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	3 686 714	125 401	3 812 115	3 703 857
Sécurité publique					
Police	2	2 920 594		2 920 594	2 838 580
Sécurité incendie	3	1 420 644	291 426	1 712 070	1 416 026
Autres	4	1 189 737	119 888	1 309 625	205 275
Transport					
Réseau routier	5	3 785 118	2 953 610	6 738 728	6 876 042
Transport collectif	6	317 587		317 587	1 666 540
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	1 086 107	697 707	1 783 814	1 945 928
Matières résiduelles	9	1 497 640		1 497 640	1 192 264
Autres	10	1 188 128	3 768	1 191 896	1 221 722
Santé et bien-être	11	14 613		14 613	13 000
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	935 420		935 420	888 113
Promotion et développement économique	13				40 716
Autres	14	30 184		30 184	3 249
Loisirs et culture	15	3 321 393	844 285	4 165 678	4 370 540
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 687 886		1 687 886	1 343 854
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	23 081 765	5 036 085	28 117 850	27 725 706
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	5 036 085 (	5 036 085)		
	21	28 117 850		28 117 850	27 725 706

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 138 673	1 248 807
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	9 419 904)(	14 010 162)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 806 816	4 909 548
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	8 968	175 770
Excédent accumulé	6	303 019	1 313 434
	7	(301 101)	(7 611 410)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	837 572	(6 362 603)

Extrait du rapport financier, page S14